

- Près de deux Français sur trois (64%) estiment aujourd’hui que **l’Union européenne est une « construction artificielle »**, regroupant des Etats-membres qui ne partagent pas grand-chose entre eux, tandis que seuls 35% jugent au contraire qu’il s’agit d’une « réalité qui a du sens ». Les jugements critiques à l’égard de l’Europe sont particulièrement répandus parmi les tranches d’âge intermédiaires (72% parmi les 35-49 ans et 70% parmi les 50-64 ans) et les sympathisants du Front National (90%), mais aussi du Front de Gauche (82%). À l’inverse, les jeunes considèrent majoritairement l’UE comme une réalité ayant du sens (61% parmi les 18-24 ans), de même que les sympathisants socialistes (56%).

- **Pour autant, l’Union européenne n’est pas majoritairement identifiée comme un artefact : dans l’hypothèse où elle n’existerait pas, 63% des Français pensent qu’il faudrait la créer.** Si l’UE est majoritairement perçue comme inopérante aujourd’hui, les personnes interrogées jugent donc sans doute qu’elle a joué un rôle important par le passé. Cette utilité associée à la création de l’Union européenne est plus prononcée aux yeux des jeunes (76%). En revanche, **les sympathisants frontistes expriment aujourd’hui un regard très critique à l’égard de la construction européenne**, puisqu’ils estiment quasi-unaniment (80%) que si l’UE n’existait pas, il ne faudrait pas pour autant la créer.

- Interrogés sur le pouvoir dont disposent aujourd’hui différents acteurs au sein de l’Europe, **80% des Français regrettent que les citoyens n’occupent pas une place assez importante dans l’UE.** Une majorité relative estime également que les parlements de chaque pays européen ne se voient pas confier suffisamment de pouvoir (41%), de même que la France en particulier (39%) ou le Parlement européen – même si les avis sont plus partagés concernant l’instance strasbourgeoise, puis que 31% estiment qu’elle dispose de trop de pouvoir et 36% de pas assez de pouvoir.

- A l’inverse, certains acteurs sont identifiés par une majorité relative de Français comme ayant **« trop de pouvoir » : c’est notamment le cas d’institutions comme la Banque Centrale Européenne** (50% « trop de pouvoir ») **ou la Commission européenne** (45%), **mais également de l’Allemagne** (46%) voire du Royaume-Uni (31%). De façon transversale, le sentiment que les instances européennes disposent aujourd’hui de trop de pouvoir au sein de l’UE est particulièrement prononcé parmi les sympathisants du Front National.

